

Ne pas diffuser, directement ou indirectement, aux Etats-Unis d'Amérique, au Canada, en Australie ou au Japon ou dans toute autre juridiction où l'offre ou la vente des titres constituerait une violation des dispositions légales en vigueur



Communiqué de Presse

Boulogne-Billancourt, le 7 juin 2017

Carrefour lance une émission d'obligations convertibles remboursables en numéraire sans effet dilutif d'un montant de 500 millions de dollars US

Carrefour annonce le lancement d'un placement d'obligations convertibles remboursables en numéraire sans effet dilutif d'un montant nominal de 500 millions de dollars US d'une maturité de 6 ans à échéance 2023 (les « Obligations ») auprès d'investisseurs institutionnels.

Les Obligations offrent aux investisseurs une exposition à la performance des actions ordinaires Carrefour. Les investisseurs auront le droit de convertir les Obligations en un montant en numéraire déterminé par référence au cours des actions ordinaires de Carrefour (les « Actions Ordinaires »). L'émission et la conversion des Obligations ne donneront pas lieu à une émission d'actions nouvelles par Carrefour et ni Carrefour ni ses affiliés ne seront tenus de remettre des actions existantes en cas d'exercice du droit de conversion ou lors du remboursement à maturité des Obligations. Dans la mesure où aucune action nouvelle ne sera émise, l'émission des Obligations n'aura aucun effet dilutif sur les Actions Ordinaires.

Concomitamment à l'émission des Obligations, une filiale de Carrefour achètera des options d'achat à dénouement monétaire portant sur les Actions Ordinaires (les « Options ») en vue de couvrir l'exposition économique de Carrefour liée au paiement en numéraire des montants dus au titre des Obligations en cas d'exercice de leur droit de conversion par les investisseurs.

Les Obligations ne verseront pas de coupon (zero-coupon). Les Obligations seront émises à un prix d'émission compris entre 97,75 % et 100 % de leur valeur nominale le 14 juin 2017, date prévue de règlement-livraison des Obligations, et remboursées au pair le 14 juin 2023. La valeur nominale unitaire des Obligations s'élève à 200 000 dollars US.

Le prix de conversion initial fera ressortir une prime de conversion de 20 % par rapport au prix de référence des Actions Ordinaires. Le prix de référence des Actions Ordinaires sera égal à la moyenne arithmétique des cours moyens quotidiens des Actions Ordinaires en euros, pondérés par les volumes de transactions, sur le marché réglementé d'Euronext à Paris sur la période de 9 jours de bourse consécutifs qui s'étend du 8 juin 2017 au 20 juin 2017 (la « Période de Référence »). Le ratio de conversion initial des Obligations sera déterminé le 20 juin 2017 et correspondra à la valeur nominale unitaire convertie en euros et divisée par le prix de conversion initial.

Ne pas diffuser, directement ou indirectement, aux Etats-Unis d'Amérique, au Canada, en Australie ou au Japon ou dans toute autre juridiction où l'offre ou la vente des titres constituerait une violation des dispositions légales en vigueur

L'annonce des modalités définitives des Obligations, est prévue plus tard dans la journée, à l'exception du prix de référence, du prix de conversion initial et du ratio de conversion initial qui seront annoncés par Carrefour le 20 juin 2017 ou à une date approchante.

Le produit net de l'émission des Obligations a pour objet de financer les besoins généraux de la société et l'achat des Options.

Après la détermination des modalités définitives des Obligations (autres que le prix de référence, le prix de conversion initial et le ratio de conversion initial), il est prévu que les contreparties des Options mettent en place des opérations de couverture des Options au moyen d'achats ou de ventes d'actions Carrefour ou de toutes autres transactions, sur les marchés et hors marchés, à tout moment, en particulier pendant la Période de Référence ainsi qu'au moment de la conversion ou du remboursement des Obligations.

Dans le cadre de cette émission, Carrefour consentira un engagement d'abstention relatif à ses actions et titres donnant accès au capital qui expirera 90 jours calendaires à compter de la date de règlement-livraison, sous réserve de certaines exceptions.

BNP Paribas, Citigroup, Goldman Sachs et Natixis (les « Teneurs de Livre Associés ») agissent en qualité de chefs de file et teneurs de livre de l'émission.

Les Obligations feront exclusivement l'objet d'un placement privé international avec construction accélérée d'un livre d'ordre auprès d'investisseurs institutionnels, ou de toute autre manière n'impliquant aucune offre au public, en dehors des Etats-Unis d'Amérique, de l'Australie, de l'Afrique du Sud, du Canada et du Japon. Aucun prospectus, document d'offre ou autre document similaire ne sera préparé dans le cadre de l'offre des Obligations.

Carrefour a l'intention de demander l'admission des Obligations aux négociations sur le Marché Libre d'Euronext Paris.

Le présent communiqué ne constitue pas une offre de vente ou la sollicitation d'une offre d'achat des Obligations, et l'émission ne constitue pas une offre au public dans un quelconque pays, y compris en France.

Ne pas diffuser, directement ou indirectement, aux Etats-Unis d'Amérique, au Canada, en Australie ou au Japon ou dans toute autre juridiction où l'offre ou la vente des titres constituerait une violation des dispositions légales en vigueur

AVERTISSEMENT

Information disponible

L'émission des Obligations n'a pas donné lieu à l'établissement d'un prospectus soumis au visa de l'Autorité des marchés financiers (l'« **AMF** »).

Des informations détaillées sur Carrefour, notamment relatives à ses Actions, son activité, ses résultats, ses perspectives et les facteurs de risques correspondants figurent dans le document de référence de Carrefour déposé auprès de l'AMF le 25 avril 2017 sous le numéro D.17-0425 (le « **Document de Référence** »). Le Document de Référence ainsi que les autres informations réglementées et l'ensemble des communiqués de presse de Carrefour, sur le site Internet de Carrefour (www.carrefour.com).

Information importante

Ce communiqué ne peut être publié, distribué ou diffusé directement ou indirectement aux États-Unis d'Amérique, en Australie, au Canada, en Afrique du Sud ou au Japon. La diffusion de ce communiqué peut, dans certains pays, faire l'objet d'une réglementation spécifique. Les personnes en possession de tout document ou autre information auxquels il est fait référence dans le présent communiqué doivent s'informer des éventuelles restrictions locales et s'y conformer. Tout manquement à de telles restrictions est susceptible de constituer une violation au droit des valeurs mobilières de la juridiction en question.

Aucune communication ni aucune information relative à l'offre ne peut être diffusée au public dans un pays dans lequel une obligation d'enregistrement ou d'approbation est requise. Aucune démarche n'a été entreprise ni ne sera entreprise dans un quelconque pays dans lequel de telles démarches seraient requises. L'émission ou la souscription des Obligations peuvent faire l'objet dans certains pays de restrictions légales ou réglementaires spécifiques ; ni Carrefour, ni les Teneurs de Livre Associés, n'assument une quelconque responsabilité au titre d'une violation par une quelconque personne de ces restrictions.

Le présent communiqué constitue une communication à caractère promotionnel et ne constitue pas un prospectus au sens de la Directive 2003/71/CE du parlement européen et du conseil du 4 novembre 2003, telle que modifiée (la « **Directive Prospectus** »).

Les Obligations feront uniquement l'objet d'un placement privé en France auprès des personnes visées par l'article L.411-2-II du Code monétaire et financier et hors de France (à l'exception des Etats-Unis d'Amérique, de l'Australie, du Canada, de l'Afrique du Sud et du Japon), sans offre au public dans un quelconque pays (y compris la France). Ce communiqué de presse ne constitue pas une recommandation sur l'émission des Obligations. La valeur des Obligations et des Actions est susceptible d'augmenter ou de diminuer. Les investisseurs potentiels sont invités à consulter un conseiller financier pour évaluer si un investissement dans les Obligations est adapté à leurs besoins.

Ne pas diffuser, directement ou indirectement, aux Etats-Unis d'Amérique, au Canada, en Australie ou au Japon ou dans toute autre juridiction où l'offre ou la vente des titres constituerait une violation des dispositions légales en vigueur

Espace Économique Européen

S'agissant des États membres de l'Espace Économique Européen ayant transposé la Directive Prospectus (les « **États Membres** »), aucune action n'a été entreprise et ne sera entreprise à l'effet de permettre une offre au public d'Obligations rendant nécessaire la publication d'un prospectus dans l'un ou l'autre des États Membres. En conséquence, les Obligations peuvent être offertes dans les États Membres uniquement :

- (a) à des investisseurs qualifiés, tels que définis dans la Directive Prospectus ; ou
- (b) dans toute autre circonstance entrant dans le champ d'application de l'article 3(2) de la Directive Prospectus.

Pour les besoins du présent paragraphe, l'expression « **offre au public d'Obligations** » dans un État Membre donné signifie toute communication adressée à des personnes physiques ou morales, sous quelque forme et par quelque moyen que ce soit, et présentant une information suffisante sur les conditions de l'émission des Obligations et sur les Obligations objet de l'émission, pour permettre à un investisseur de décider d'acheter ou de souscrire ces Obligations, telle que cette notion a été, le cas échéant, modifiée dans l'État Membre considéré.

Ces restrictions de vente concernant les États Membres s'ajoutent à toute autre restriction de vente applicable dans les États Membres ayant transposé la Directive Prospectus.

France

Les Obligations n'ont pas été offertes ou cédées et ne seront ni offertes ni cédées, directement ou indirectement, au public en France. Toute offre ou cession d'Obligations ou distribution de documents d'offre n'a été et ne sera effectuée en France qu'à (a) des personnes fournissant le service d'investissement de gestion de portefeuille pour compte de tiers et/ou (b) des investisseurs qualifiés, autres que des personnes physiques, agissant pour compte propre, tels que définis aux et en conformité avec les articles L.411-1, L.411-2 et D.411-1 du Code monétaire et financier.

Royaume-Uni

Le présent communiqué est adressé uniquement et directement (i) aux personnes qui sont situées en dehors du Royaume-Uni, (ii) aux professionnels en matière d'investissement (« **Investment Professionals** ») au sens de l'article 19(5) du *Financial Services and Markets Act 2000 (Financial Promotion) Order 2005* (l'« **Ordonnance** »), (iii) aux personnes visées par l'article 49(2) (a) à (d) (sociétés à capitaux propres élevés, associations non-immatriculées, etc.) de l'Ordonnance, ou (iv) à toute autre personne à qui le présent communiqué pourrait être adressé conformément à la loi applicable (les personnes mentionnées aux paragraphes (i), (ii), (iii) et (iv) étant ensemble désignées comme les « **Personnes Habilitées** »). Les Obligations sont uniquement destinées aux Personnes Habilitées et toute invitation, offre de contrat relative à la souscription, l'achat ou l'acquisition des Obligations ne peut être adressée ou conclue qu'avec des Personnes Habilitées. Toute personne autre qu'une Personne Habilitée

Ne pas diffuser, directement ou indirectement, aux Etats-Unis d'Amérique, au Canada, en Australie ou au Japon ou dans toute autre juridiction où l'offre ou la vente des titres constituerait une violation des dispositions légales en vigueur

doit s'abstenir d'utiliser ou de se fonder sur le présent communiqué et les informations qu'il contient.

Le présent communiqué ne constitue pas un prospectus approuvé par la *Financial Conduct Authority* ou par toute autre entité de régulation du Royaume-Uni au sens de la Section 85 du *Financial Services and Markets Act 2000*.

États-Unis d'Amérique

Ce communiqué ne peut pas être publié, distribué ou transmis aux États-Unis d'Amérique (y compris dans leurs territoires et dépendances, tout État des États-Unis d'Amérique et le district de Columbia). Ce communiqué de presse ne constitue pas une offre ou une sollicitation d'achat de titres financiers aux États-Unis d'Amérique ou à des, ou pour le compte ou le bénéfice de ressortissants américains (*U.S. Persons*) (tel que défini dans le *U.S. Securities Act of 1933*, tel que modifié (le « **Securities Act** »). Les titres financiers mentionnés dans ce communiqué n'ont pas été et ne seront pas enregistrés au titre du *Securities Act*, ou du droit de l'un quelconque des Etats des États-Unis d'Amérique, et ne pourront être offerts ou vendus aux États-Unis d'Amérique ou à des, ou pour le compte ou le bénéfice de, ressortissants américains (*U.S. Persons*), qu'à travers un régime d'exemption ou dans le cadre d'une opération non soumise à une obligation d'enregistrement au titre du *Securities Act* ou du droit des Etats susvisés. Les Obligations seront offertes ou vendues uniquement à des personnes qui ne sont pas des ressortissants américains (*non-U.S. Persons*), en dehors des États-Unis d'Amérique dans le cadre d'opérations extra-territoriales (*offshore transactions*), conformément à la *Regulation S* du *Securities Act*. Carrefour n'a pas l'intention d'enregistrer l'offre en totalité ou en partie aux États-Unis d'Amérique ni de faire une offre au public aux États-Unis d'Amérique.

Australie, Canada, Afrique du Sud et Japon

Les Obligations n'ont pas été et ne seront pas offertes, vendues ou acquises en Australie, au Canada, en Afrique du Sud ou au Japon. Les informations contenues dans ce communiqué ne constituent pas une offre de valeurs mobilières en Australie, au Canada, en Afrique du Sud ou au Japon.

La diffusion de ce communiqué dans certains pays peut constituer une violation des dispositions légales en vigueur.

Les Teneurs de Livre Associés agissent pour le compte exclusif de Carrefour dans le cadre de l'émission des Obligations et pour aucune autre personne. Ils ne considéreront aucune autre personne comme leur client dans le cadre de cette émission et n'encourront aucune responsabilité à l'égard d'une personne autre que Carrefour au titre de la protection assurée à leurs clients, ou de la fourniture de conseil dans le cadre de l'émission des Obligations, des Obligations elles-mêmes, du contenu de ce communiqué de presse ou de toute autre opération, accord ou toute autre chose décrite dans ce communiqué de presse.

Ne pas diffuser, directement ou indirectement, aux Etats-Unis d'Amérique, au Canada, en Australie ou au Japon ou dans toute autre juridiction où l'offre ou la vente des titres constituerait une violation des dispositions légales en vigueur

Dans le cadre de l'émission des Obligations, les Teneurs de Livre Associés et leurs affiliés pourront prendre une partie des Obligations dans leur émission pour compte propre et dans cette capacité pourront souscrire, acquérir, conserver, acheter, vendre, offrir à la vente ou négocier pour leur propre compte de telles Obligations et d'autres valeurs mobilières de Carrefour ou des investissements liés au titre de l'émission, des Obligations, de Carrefour ou autrement.

En conséquence, les références aux titres émis, offerts, souscrits, acquis, placés ou distribués doivent être lues comme incluant toute émission, offre, souscription, acquisition, placement, distribution ou négociation faite par les Teneurs de Livre Associés et leurs affiliés agissant comme investisseurs pour compte propre. Les Teneurs de Livre Associés n'ont pas l'intention de communiquer l'étendue de tels investissements ou opérations autrement qu'en conformité avec les obligations légales ou règlementaires applicables.

Ni les Teneurs de Livre Associés, ni leurs affiliés respectifs n'acceptent une quelconque responsabilité qui pourrait résulter de l'utilisation de ce communiqué quant à son exactitude et sa complétude.